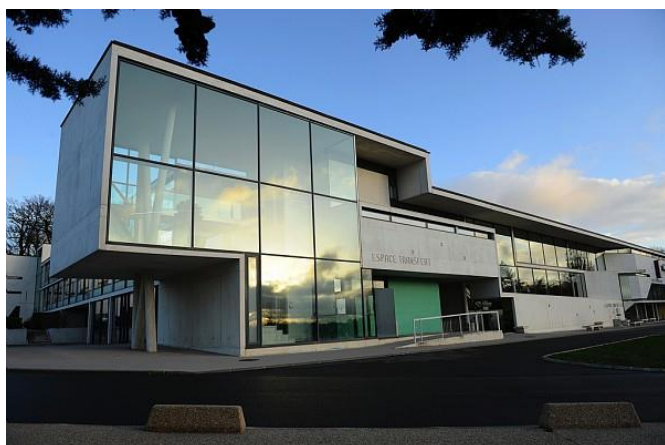




CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

ACCORD-CADRE POUR LES PRESTATIONS DE CREATION DES KITS DE COMMUNICATION (SUPPORTS GRAPHIQUES ET VIDEOS) POUR LE VOLET FORMATION DU PTCC

ACCORD-CADRE N° 2025-0497 PASSE SELON LA PROCEDURE ADAPTEE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L2123-1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE



© Inria / Photo Kaksonen

Recherche Innovation Informatique

Consultation	<input type="checkbox"/> Procédure adaptée <input checked="" type="checkbox"/> Procédure formalisée
Périmètre du marché ou de l'accord cadre	<input checked="" type="checkbox"/> National <input type="checkbox"/> Siège <input type="checkbox"/> Centre de recherche
Nature de l'achat	<input type="checkbox"/> Scientifique <input checked="" type="checkbox"/> Non scientifique (Code de la commande publique)

NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Inria

Domaine de Voluceau – Rocquencourt
 B.P. 105 - 78153 Le Chesnay
 Tél. : (+33) 01 39 63 55 11
 Service Achats Marchés
 Tél : 04 76 61 53 60
 E-mail : sam@Inria.fr

ADRESSE INTERNET ET PROFIL DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Adresse internet du pouvoir adjudicateur
<http://www.inria.fr>

SOMMAIRE

ARTICLE 1. PROCEDURE	4
ARTICLE 2. OBJET ET NATURE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3. ALLOTISSEMENT, FORME ET DUREE DU MARCHÉ	4
3.1. ALLOTISSEMENT	4
3.2. FORME	4
3.3. DUREE.....	4
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
4.1. PIÈCES PARTICULIÈRES DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 5. VÉRIFICATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET MESURE DE LA PERFORMANCE	5
5.1. CONDITIONS ET MODALITÉS DE VÉRIFICATION DES PRESTATIONS	5
6.1.1 MODALITÉ DE DÉCISION	6
6.1.2 RÉCEPTION	6
5.2. MESURE DE LA PERFORMANCE.....	6
ARTICLE 6. MONTANT ET PRIX DE L'ACCORD	7
6.1. MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	7
6.2. NATURE ET FORME DES PRIX.....	7
6.3. RÉVISION DES PRIX	7
6.4. CLAUSE DE SAUVEGARDE	8
6.5. COMMUNICATION DES PRIX RÉVISÉS	8
ARTICLE 7. MODALITÉS FINANCIÈRES	9
7.1. CALCUL DE L'AVANCE.....	9
7.2. GARANTIE FINANCIÈRE DE L'AVANCE	9
ARTICLE 8. MODALITÉ DE RÈGLEMENT	9
8.1. MODE DE RÈGLEMENT	9
8.2. ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	10
8.3. MODALITÉS DE PRÉSENTATION DES BONS DE COMMANDE	10
ARTICLE 9. PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	10
ARTICLE 10. CONDUITE DES PRESTATIONS	12
10.1. DÉSIGNATION D'UN CORRESPONDANT.....	12
10.2. RÉFUTATION D'UN INTERVENANT PAR INRIA	12
10.3. CHANGEMENT D'INTERVENANT À L'INITIATIVE DES TITULAIRES	12
ARTICLE 11. OBLIGATIONS DES TITULAIRES	13
11.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	13

11.2.	OBLIGATIONS GENERALES D'INRIA	13
11.3.	TRANSFERT	13
11.4.	OBLIGATION REGLEMENTAIRE	14
11.5.	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE/AUTORISATION D'ACCES	14
11.6.	MESURE DE SECURITE	15
11.7.	OBLIGATION DE RESULTAT	15
11.8.	OBLIGATION DE CONSEIL	15
ARTICLE 12.	DELAIS D'EXECUTION	15
ARTICLE 13.	PENALITES	16
13.1.	PENALITES POUR RETARD	16
13.2.	PENALITES POUR NON-RESPECT DES FORMALITES VISEES A L'ARTICLE L.8221-3 ET/OU A L'ARTICLE L.8221-5 DU CODE DU TRAVAIL .	16
13.3.	PENALITES MANQUEMENT RGPD	16
ARTICLE 14.	PROPIETE INTELLECTUELLE	16
ARTICLE 15.	GARANTIE	17
ARTICLE 16.	MARCHES SIMILAIRES	18
16.1.	CLAUDE DE REEXAMEN	19
16.2.	MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION	19
ARTICLE 17.	GROUPEMENT ET SOUS-TRAITANCE	19
17.1.	GROUPEMENT	19
17.2.	SOUS-TRAITANCE	19
ARTICLE 18.	GARANTIES FINANCIERES	20
ARTICLE 19.	ASSURANCE	20
ARTICLE 20.	DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE TITULAIRE	20
ARTICLE 21.	TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	21
21.1.	DONNEES TRAITEES	21
ARTICLE 22.	RESILIATION DU MARCHE	22
ARTICLE 23.	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	23
ARTICLE 24.	LANGUE ET DEVISE	23
ARTICLE 25.	CONCILIATION ET REGLEMENT DES DIFFERENDS	23
ARTICLE 26.	DEROGATIONS AU CCAG-PI	23
ARTICLE 27.	ANNEXES	24

ARTICLE 1. PROCEDURE

Le marché est passé sous la forme de l'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L2124-2 et R2124-2 du Code de la Commande Publique.

Code CPV : 79822500- Services de conception graphique

ARTICLE 2. OBJET ET NATURE DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la création des kits de communication adaptées aux modules de formation créés par des chercheurs et financées par le Programme de Transfert au Campus Cyber (PTCC).

Le PTCC vise à créer de nouveaux contenus pédagogiques dans le but de proposer des formations de pointe en cybersécurité, en exploitant les compétences et savoirs issus de la recherche de la communauté académique pour répondre aux besoins des entreprises ou des organismes publics.

Les prestations consistent à réaliser chaque kit de communication adapté à chaque module de formation. Le kit de communication à développer comprend les modèles de supports suivants :

- a. Une fiche de synthèse
- b. Une affiche pour les réseaux sociaux
- c. Une vidéo teasing

La description, spécifications techniques, et le détail des prestations attendues est défini dans le Cahier des Clauses techniques Particulières.

ARTICLE 3. ALLOTISSEMENT, FORME ET DUREE DU MARCHÉ

3.1. ALLOTISSEMENT

En application de l'article L. 2113-11 du code de la commande publique, la dévolution de ces prestations en lots séparés rendrait techniquement difficile leur exécution. En cela, ce marché n'est pas alloti.

3.2. FORME

En application de l'article L2125-1 et R2162-10 du code de la commande publique, il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire, sans minimum et avec un montant maximum de 200 000 € HT, exécuté par bons de commande.

L'accord-cadre sera conclu avec un attributaire dans la limite d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres.

3.3. DUREE

Le marché sera conclu pour une durée de 12 (douze) mois ferme à compter de la date de sa notification.

L'accord-cadre est reconductible tacitement 3 (trois) fois par période de 12 (douze) mois, soit une durée maximale de 48 (quarante-huit) mois toutes reconductions comprises.

Le Titulaire ne pourra refuser la reconduction de l'accord-cadre.

Pour ne pas reconduire le marché, Inria doit en avertir le(s) Titulaire(s) par écrit au moins 2 (deux) mois avant l'expiration de la période de validité du marché. La décision de non-reconduction du marché est notifiée au(x) Titulaire(s) par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité des marchés subséquents et pourront produire leurs effets jusqu'au plus tard six mois après le terme de la validité de l'accord-cadre et/ou du marché subséquent.

Le Titulaire de l'accord-cadre seront tenus de leurs obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration du marché et/ou du dernier bon de commande et/ou du dernier marché subséquent émis, et au-delà, si nécessaire.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du code de la commande publique.

Il est régi par les documents contractuels énumérés ci-dessous. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant, par ordre de priorité décroissante :

4.1. PIÈCES PARTICULIÈRES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ses annexes de chaque Titulaire :
 - o L'annexe n° 1 RGPD ;
 - o L'annexe n° 2 Confidentialité ;
- Le Bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT) en réponse aux spécifications du CCTP ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-P.I) selon l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les bons de commande émis en application de l'accord-cadre ;
- L'offre technique et financière du Titulaire.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque de Titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces du marché est réputée non écrite.

Les conditions générales de Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

ARTICLE 5. VERIFICATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET MESURE DE LA PERFORMANCE

5.1. CONDITIONS ET MODALITES DE VERIFICATION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur ou la personne habilitée à cet effet dans les conditions de l'article 28 à 31 du CCAG/PI.

À l'issue de la vérification (tant qualitative que quantitative), le pouvoir adjudicateur notifie au Titulaire sa décision d'admission, de rejet, d'ajournement ou de réfaction de prix sur les prestations. Les prestations pourront donner lieu à des réserves qui ne seront levées qu'après examen de la conformité des prestations selon les clauses spécifiques prévues au présent accord-cadre.

Passé un délai de quinze jours, le silence du pouvoir adjudicateur vaut acceptation des prestations.

6.1.1 MODALITE DE DECISION

La livraison de chaque prestation peut faire l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

À l'issue des opérations de vérification, Inria prend par procès-verbal, dans un délai maximum de 10 jours ouvrés, une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. Si Inria ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné ci-dessus, les prestations sont considérées comme reçues, avec effet à compter de l'expiration du délai.

6.1.2 RECEPTION

Inria prononce la réception des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché et du bon de commande. La réception prend effet à la date de notification de la décision de réception au Titulaire.

5.2. MESURE DE LA PERFORMANCE

Inria se réserve le droit, à tout moment, de vérifier les éléments de performance sur lesquels se sont engagés le Titulaire dans leurs offres et au titre de l'accord-cadre.

Tous les six mois, un indicateur de satisfaction définis ci-dessous pourra être communiqué au Titulaire par Inria :

- Satisfaisant
- Moyen : Dans le cas de deux évaluations « moyen » consécutives, le Titulaire dispose d'un délai de 10 jours ouvrés pour présenter un plan d'actions visant à améliorer sa performance à Inria. Le plan d'actions est soumis à validation d'Inria.
- Insatisfaisant : Dans le cas d'une évaluation « insatisfaisant » des pénalités s'appliquent de la façon suivante :
 - Pour une évaluation relative à cet indicateur, une pénalité forfaitaire de 5% sera appliquée sur le montant H.T. du prochain bon de commande.
 - Pour deux évaluations consécutives à cet indicateur, une pénalité forfaitaire de 10% sera appliquée sur le montant H.T. du prochain bon de commande.

Indicateurs

La performance de Titulaire sera mesurée tous les six mois et selon les indicateurs suivants :

- Satisfaisant : Les résultats sont tout à fait conformes, voire au-delà des attentes, et la relation de travail entre Inria et le Titulaire est parfaitement fluide ;
- Moyen : Le travail est correct, mais le Titulaire n'est pas suffisamment à l'écoute des besoins ou force de proposition. Il exécute le travail demandé sans pour autant s'approprier pleinement les enjeux de l'institut ;
- Insatisfaisant : les résultats sont décevants, le Titulaire manque de rigueur et de fiabilité, les relations de travail ne sont pas fluides.

Ces indicateurs prendront en compte aussi bien la relation de travail avec les Titulaires, leur réactivité, la qualité de leurs recommandations, l'exécution des prestations que les résultats obtenus. Inria prendra en compte dans cette évaluation les contraintes indépendantes de la responsabilité des Titulaires.

ARTICLE 6. MONTANT ET PRIX DE L'ACCORD

6.1. MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum de commande et avec un montant maximum de 200 000 €HT sur la durée totale du marché.

6.2. NATURE ET FORME DES PRIX

Le marché est traité à prix unitaires.

La forme des prix est indiquée dans le bordereau de prix.

Par précision à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, toutes les marges pour risques et les marges bénéficiaires, les charges sociales ou fiscales et taxes diverses, les frais de livraison et de transport de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Sont également compris dans les prix, les frais de logement, nourriture et nécessaire à la réalisation des prestations.

Les prix tiennent compte de tous les aléas et sujétions susceptibles d'être rencontrés dans l'exécution de la prestation et de toutes les prescriptions du CCTP.

Les prestations fournies ne pourront faire l'objet d'aucune facturation autre que celle indiquée dans les annexes financières. Le Titulaire s'engage à ne pas remettre en cause les prix proposés dans les annexes financières.

6.3. REVISION DES PRIX

En application des dispositions des articles R. 2112-7 et R. 2112-8 du code de la commande publique, le marché issu de la présente consultation est conclu à prix définitifs et révisables.

Les prix sont fermes pendant la première année de l'accord-cadre.

Les prix unitaires sont révisables selon les modalités suivantes :

Les prix définis à l'acte d'engagement sont fermes la première année d'exécution. Ils seront révisés annuellement, tant à la hausse qu'à la baisse, à chaque date anniversaire de l'accord-cadre.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, appelé « mois zéro » ou m(0), et fixé au mois de Octobre 2024.

Les prix seront révisés par référence à l'indice suivant : « Index Syntec »

Selon la formule suivante :

$$P_n = P_m(0) \times (0,125 + 0,875 (EV\ m(N) / EV\ m(0)))$$

Avec :

P_n = prix HT révisé au titre de l'année de révision N

P_m(0) = prix HT établis aux conditions économiques du m(0) ou prix HT résultant de la précédente révision de prix

EV m(0) = valeur de l'indice Syntec connue à la date d'établissement des prix, soit la valeur Octobre 2024.

EV m(n) = dernière valeur de l'indice Syntec connue à la date de révision des prix
L'arrondi se fera au millième supérieur

L'indice est consultable sur le site Syntec, à l'adresse suivante : <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>

Le prix obtenu sera arrondi à 2 chiffres après la virgule et les arrondis seront traités de la manière suivante :
- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut)
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

6.4. CLAUSE DE SAUVEGARDE

Par ailleurs, au-delà d'une augmentation de 5% lors du calcul d'une révision de prix, Inria disposera de la possibilité de résilier le marché sans que cela ouvre droit au Titulaire à une quelconque indemnisation ou réclamation, ou, de ramener l'augmentation des prix des prestations à 5%.

Néanmoins, si des circonstances particulières devaient entraîner une augmentation supérieure au pourcentage fixé ci-dessus, le Titulaire doit adresser à Inria un courrier expliquant les raisons qui justifient ce réajustement exceptionnel des prix.

6.5. COMMUNICATION DES PRIX REVISES

Le Titulaire est tenu de communiquer à Inria les prix révisés au titre de l'année N, ainsi que leur mode de calcul, avant tout début d'exécution des prestations dues au titre de l'année N.

La révision des prix intervenant annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre, le Titulaire doit communiquer ses prix révisés au moins 3 (trois) semaines avant cette date.

A défaut, les anciens tarifs seront reconduits jusqu'à réception et acceptation par Inria des nouveaux tarifs.

Le détail des prix révisés sera par courrier adressé à :

Inria
DAFP - SAM (Bat 8)
Domaine de Voluceau – Rocquencourt
B.P 105
78153 Le Chesnay Cedex

Et/ou par mail à l'adresse suivante : sam@inria.fr

ARTICLE 7. MODALITES FINANCIERS

Le présent marché est financé par les fonds propres d'Inria.

7.1. CALCUL DE L'AVANCE

En application de l'article R. 2191-16 du code de la commande publique, dans le cas d'un accord-cadre sans montant minimum, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.
Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

7.2. GARANTIE FINANCIERE DE L'AVANCE

Aucune garantie financière ne sera demandée au Titulaire pour le versement de l'avance.

ARTICLE 8. MODALITE DE REGLEMENT

8.1. MODE DE REGLEMENT

Le mode de règlement choisi par Inria est le virement administratif.

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 30 (trente) jours à compter de la réception de la facture afférente au bon de commande en cause par Inria. Conformément à l'article L2192-12 du code de la commande publique, le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir,

majoré de 8 (huit) points, accompagné d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 (quarante) euros conformément aux dispositions de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique sur présentation de factures portant les mentions légales obligatoires.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique sur présentation de factures portant les mentions légales obligatoires.

8.2. EMISSION DES BONS DE COMMANDE

La réalisation des commandes est subordonnée à la réception par le prestataire d'un bon de commande émis, au fur et à mesure des besoins, par Inria.

De manière générale, les échanges de données se font, chaque fois que cela est possible, au moyen de courriers électroniques.

Pour toutes les prestations, un bon de commande sera adressé par la/les personne(s) habilitée(s) Inria au Titulaire par courrier électronique à la survenance des besoins.

8.3. MODALITES DE PRESENTATION DES BONS DE COMMANDE

Des bons de commande pourront être établis jusqu'au dernier jour de validité du marché et peuvent être transmis par courrier et/ou par mail.

Ces bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins sur la base du présent accord-cadre, par une personne ayant le pouvoir d'engager les établissements concernés.

Chaque bon de commande, signé par un représentant habilité d'Inria, doit comporter au minimum, les renseignements suivants :

- La référence du présent accord-cadre et du marché subséquent ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La désignation de la (ou des) prestation(s) commandées ;
- Le montant total HT ;
- Le taux de TVA selon la réglementation en vigueur ;
- Le lieu d'exécution de la prestation ;
- L'adresse de facturation ;
- La description des prestations.

La durée de validité d'un bon de commande ne pourra être supérieure à 6 mois à compter de la date d'échéance du marché.

ARTICLE 9. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Portail d'envoi des factures :

Les paiements seront effectués selon les règles de la comptabilité publique sur présentation d'une facture.

L'envoi des factures se fait sous format électronique, conformément à l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le dépôt se fait exclusivement sur le portail mutualisé Chorus Portail Pro à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il s'agit d'une solution informatique gratuite et sécurisée de l'Etat mise à votre disposition afin de transmettre vos factures sous forme dématérialisée.

Lors du dépôt de votre facture sur le portail Chorus Pro, les deux contrôles s'effectuent sur le SIRET d'Inria et le numéro d'engagement (ou bon de commande). Il n'est pas demandé de numéro de service.

Les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée CHORUS PRO sont fixées par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique. Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le Titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Quel que soit le mode de transmission de vos factures, celles-ci doivent comporter impérativement (sous peine de rejet) les informations suivantes :

- o Le numéro de SIRET, qui identifiera Inria en tant que destinataire de la facture : 18008904700013
- o Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande Inria
- o L'IBAN (non pas le RIB)
- o Les références du présent marché (numéro et date) et/ou du marché subséquent ;
- o Le n° d'engagement juridique (EJ) annuel ;
- o La période relative à la facturation ;
- o La quantité consommée consommés ;
- o Le prix unitaire du marché ;
- o Les montants totaux HT ;
- o Les taux et montant des taxes en vigueur selon les différents taux d'imposition en vigueur) ;
- o Les montants TTC ;
- o Les références bancaires.

Les mentions obligatoires des factures sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F31808>

Il est impératif de référencer chaque facture à une et une seule référence d'engagement (commande). Les factures multi-commandes sont interdites.

Vous trouverez toutes les informations utiles sur l'envoi des factures à l'adresse suivante : <https://www.inria.fr/informations-pratiques/depot-de-factures-en-ligne>

Point de contact :

Pour répondre à toutes questions relatives au paiement de vos factures, le service des dépenses est votre interlocuteur unique pour traiter les demandes d'informations relatives au traitement de vos factures :

- par mail : sd-fournisseurs@inria.fr
- par courrier :

Inria
DAFP - Service des Dépenses – Bâtiment 8
Domaine de Voluceau – Rocquencourt BP 105
78153 Le Chesnay cedex France

ARTICLE 10. CONDUITE DES PRESTATIONS

10.1. DESIGNATION D'UN CORRESPONDANT

Le Titulaire du présent marché ont la responsabilité des personnels et moyens affectés à la bonne réalisation des prestations objet du marché. Il s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché.

Le Titulaire désignent deux responsables technique minimum dédiés au pilotage global des prestations ayant pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations effectuées dans le cadre du marché et de rendre compte régulièrement, et/ou à tout moment à la demande d'Inria, du suivi d'exécution des prestations.

Inria doit être en mesure de les joindre dès que besoin. A cette fin, un canal de communication devra être mis en place entre l'interlocuteur de Titulaire et Inria (n° téléphone, adresse mail...) permettant une correspondance rapide.

A défaut de réactivité de l'interlocuteur, Inria pourra exiger la désignation d'un autre interlocuteur.

De son côté, Inria nommera l'intervenant qui sera l'interlocuteur privilégié de Titulaire à la notification de l'accord-cadre.

10.2. REFUTATION D'UN INTERVENANT PAR INRIA

Inria se réserve la possibilité, sur justification motivée, de refuser la poursuite de l'intervention d'un personnel des Titulaires si les compétences de ce dernier ne correspondent pas aux niveaux de qualité attendu.

Dans ce cas, le Titulaire devra mettre à disposition d'Inria un nouvel intervenant d'une compétence conforme aux niveaux de qualité prévus dans leurs documents contractuels et leur offre.

Ce remplacement devra être effectif dans un délai maximum de 5 (cinq) jours ouvrés à compter de la notification écrite adressée au Titulaire.

10.3. CHANGEMENT D'INTERVENANT A L'INITIATIVE DES TITULAIRES

En cas de modification de leur équipe, le Titulaire doit en aviser Inria au moins 10 (dix) jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification. Ils communiquent les motifs de ces modifications ainsi que les profils et compétences de l'équipe et/ou la nouvelle organisation, et prennent toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le Titulaire ne pourra changer d'intervenant qu'avec l'accord d'Inria.

En cas d'acceptation de ce changement par Inria, le Titulaire assure la formation et prennent à leur charge l'intégralité du temps de prise de connaissance du nouvel intervenant.

Le remplaçant est considéré comme accepté si Inria ne le récuse pas dans un délai correspondant aux 10 (dix) premiers jours de prestations effectives réalisées par ce même remplaçant. Si Inria récuse le remplaçant, le Titulaire dispose de 5 (cinq) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer Inria.

A défaut de désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAP.

En définitive, il appartient notamment au Titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévu dans l'offre de Titulaire.

ARTICLE 11. OBLIGATIONS DES TITULAIRES

11.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le Titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations et décisions dont ils auront connaissance au cours de l'exécution de sa mission. De plus, les Titulaires s'engagent à faire respecter ces différentes obligations par ses salariés et ses partenaires.

Le Titulaire s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du Pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire certifie et atteste sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés qualifiés et employés conformément aux articles L. 3243-1 et suivants du code de travail et dans le respect des dispositions des articles L. 8221-1 et L. 8221-2 du même code.

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du code du travail et notamment l'article L. 8231-1 et suivants du code du travail.

Le Titulaire déclare être indépendant du Pouvoir adjudicateur et assumer seul sa responsabilité d'employeur à l'égard de ses salariés.

Le Titulaire garantit le Pouvoir adjudicateur contre les conséquences pécuniaires de toute action ou réclamation provenant de tiers, et notamment des administrations, du fait du non-respect par le Titulaire des obligations mentionnées ci-dessus.

11.2. OBLIGATIONS GENERALES D'INRIA

Dès la notification du présent marché et pour permettre à l'équipe de Titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, Inria s'engage à :

- Mettre à disposition de Titulaire, dans les délais fixés d'un commun accord, les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission ;
- Désigner un représentant chargé de suivre les prestations et de coordonner ses relations avec le Titulaire ; en cas de défaillance de l'interlocuteur, Inria s'engage à pourvoir à son remplacement dans les plus brefs délais ;

Plus généralement, Inria s'engage à coopérer avec le Titulaire et à leur fournir toutes les informations qui pourraient leur être nécessaires pour la bonne exécution des prestations objet du contrat.

11.3. TRANSFERT

Les Titulaires ne peuvent transférer, totalement ou partiellement, à titre gracieux ou onéreux, leurs droits et obligations découlant du présent accord-cadre à un tiers (y compris en cas de fusion ou à d'absorption de l'entreprise Titulaire) sans l'accord préalable et écrit du Pouvoir adjudicateur.

Les Titulaires doivent informer le Pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par le Pouvoir adjudicateur, celle-ci fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau Titulaire.

11.4. OBLIGATION REGLEMENTAIRE

Si le pouvoir adjudicateur est informé par écrit par un agent de contrôle que les Titulaires ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il met en demeure les Titulaires, par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser cette situation.

Les Titulaires ainsi mis en demeure apportent au pouvoir adjudicateur la preuve qu'ils ont mis fin à la situation délictuelle et peut présenter ses observations ; les Titulaires disposent pour cela d'un délai de quinze jours à compter de la réception de cette mise en demeure du pouvoir adjudicateur.

A défaut de correction des irrégularités signalées selon les modalités précisées au paragraphe ci-dessus, les Titulaires encourent :

- Soit l'application d'une pénalité précisée à l'article 14.5 - Pénalités pour non-respect des formalités visées à l'article L.8221-3 et/ou à l'article L.8221-5 du code du travail ;
- Soit la résiliation du marché, sans indemnité, avec l'exécution des prestations à ses frais et risques.

11.5. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE/AUTORISATION D'ACCES

Confidentialité

Les Titulaires s'engagent à garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels ils auront eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Les Titulaires s'engagent à faire respecter ces obligations à l'ensemble de leur personnel, le cas échéant à leur sous-traitants et fournisseurs. L'acheteur pourra demander, à tout moment, aux Titulaires, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui leur auraient été fournis.

A ce titre, les Titulaires ont remis une lettre d'engagement de confidentialité (annexe 2 au présent CCAP).

L'obligation de confidentialité s'applique pendant toute la durée de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents, ainsi que pendant une période de trois (3) ans après leur expiration. Toutefois, cette obligation ne s'applique pas aux informations déjà connues du public ou qu'il est d'usage courant de communiquer à la clientèle.

Toute violation de l'obligation de confidentialité est considérée comme une faute grave pouvant entraîner la résiliation de l'accord-cadre ou du marché concerné, sans préjudice des actions judiciaires que le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager. En outre, la révélation intentionnelle d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire à titre professionnel est passible de poursuites pénales conformément à l'article 226-13 du Code pénal.

Enfin, les Titulaires doivent garantir que la confidentialité des informations reste assurée, y compris en cas de transfert ou d'achèvement des prestations, et s'engagent à collaborer pleinement avec le Pouvoir adjudicateur pour assurer une continuité des garanties de confidentialité dans de telles circonstances.

Autorisation d'accès aux bâtiment Inria

L'accès aux bâtiments du pouvoir adjudicateur est soumis à autorisation. Les Titulaires doivent présenter à la personne responsable du marché ou à la personne habilitée à cet effet la liste de ses personnels ou des personnels de son ou de ses éventuels sous-traitants appelés à travailler dans les locaux du pouvoir adjudicateur afin de pouvoir contrôler leur identité professionnelle.

11.6. MESURE DE SECURITE

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où les mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les lieux qualifiés de point sensible ou de zone protégée en vertu des dispositions législatives, les Titulaires doivent observer les dispositions particulières communiquées.

Les Titulaires ne peuvent prétendre à indemnité, même s'ils démontrent que les obligations qui leurs sont ainsi imposées rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

11.7. OBLIGATION DE RESULTAT

Inria attend que l'accord-cadre et projet soient livrés « clé en main ». Les Titulaires sont tenus à une obligation de résultat pour l'exécution des prestations selon les prescriptions contenues dans l'accord-cadre, de l'annexe financière ainsi que les autres documents contenus dans le dossier de consultation des entreprises.

Les prestations à fournir sont placées sous la responsabilité unique des Titulaires qui peuvent, sous réserve des dispositions des articles du présent C.C.A.P, en sous-traiter une partie. La sous-traitance de la totalité du marché est formellement interdite. Si la personne désignée dans l'offre du titulaire n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la personne responsable du marché, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Les Titulaires et leurs collaborateurs sont liés à l'égard de Inria par le secret professionnel et s'engagent à ne diffuser des informations qu'avec l'accord exprès de Inria.

11.8. OBLIGATION DE CONSEIL

Les Titulaires doivent fournir à Inria l'ensemble des conseils, des mises en garde, et recommandations nécessaires à la bonne exécution du marché. Si les conseils, les informations, et les recommandations sont formulés oralement à Inria, elles donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation. D'une manière générale, ils s'engagent à déployer l'effort nécessaire pour obtenir les meilleurs résultats possibles, en exploitant notamment leurs connaissances et leurs expériences.

ARTICLE 12. DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution qui ne sont pas décrits au CCTP seront précisés dans les dans les bons de commande.

ARTICLE 13. PENALITES

Les pénalités ainsi que les réfections sont cumulables entre elles. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI les Titulaires ne sont pas exonérés des pénalités dont le montant total ne dépasse pas trois cents (300) euros nets pour l'ensemble du marché.

13.1. PENALITES POUR RETARD

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les Titulaires encourent sans mise en demeure préalable, des pénalités le lendemain du jour ou le délai contractuel d'exécution de la prestation est expiré.

Les pénalités seront calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times (R/1000)$$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité
- V = la valeur de règlement des prestations du bon de commande exécutées avec retard
- R = le nombre de jour de retard

Les Titulaires sont dégagés de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits dans les termes de l'article 1218 du Code civil ou de faits imputables à Inria.

13.2. PENALITES POUR NON-RESPECT DES FORMALITES VISEES A L'ARTICLE L.8221-3 ET/OU A L'ARTICLE L.8221-5 DU CODE DU TRAVAIL

Lorsque des formalités visées aux article L. 8221-3 et/ou 8221-5 du code du travail sont non acquittées par le Titulaire, une pénalité de 2 000 € pour chaque formalité citée s'applique.

Le montant de ces pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant de l'ensemble des bons de commande exécutés, dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

13.3. PENALITES MANQUEMENT RGPD

Le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par jour de retard à compter de la date de réception de la mise en demeure en cas de non-respect d'une des obligations RGPD en matière de protection des données personnelles.

ARTICLE 14. PROPIETE INTELLECTUELLE

Les résultats de l'exécution des prestations seront soumis aux dispositions du chapitre 6 du CCAG/PI.

Les Titulaires cèdent à Inria à titre exclusif, et pour la durée de protection légale des droits de propriété littéraire et artistique, pour le monde entier, dans le cadre de ses activités, l'intégralité des droits patrimoniaux afférents aux résultats, objet du présent du marché. Les droits patrimoniaux ainsi cédés sont les droits de représentation, de reproduction, d'adaptation, d'arrangement, d'incorporation, de traduction et d'utilisation secondaire sur tous supports. Inria peut librement utiliser les résultats même partiels des prestations.

Pour satisfaire aux prescriptions de l'article L.131-3 du Code de la Propriété intellectuelle il est précisé que les droits concédés comprennent :

- Pour les droits de reproduction :

o Le droit de reproduire et de faire reproduire l'œuvre, sans limitation du nombre, en tout ou partie, sur tous les supports, notamment papier, magnétique, numérique, clé USB, ou tout autre support informatique ou électronique ;

o Le droit de reproduction par reprographie, tel que visé à l'article L.122-10 du Code de la propriété Intellectuelle.

- Pour les droits de représentation :

o Le droit, pour tout ou partie des œuvres de diffuser ou faire diffuser, de quelque manière que ce soit, par tout procédé, et notamment par tous les réseaux de télécommunication, tel le réseau Internet, et ce sur tout support mentionné au présent article, en tout format, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers ou organisme ;

o La concession du droit de représentation est réalisée sans aucune limitation de destination.

- Étendue de la concession :

o La cession est consentie, de façon exclusive à Inria, pour toute la durée légale de protection légale des droits d'auteur, pour tous les pays et pour toutes langues ;

o Montant de la concession , Le montant de la concession des œuvres est intégré dans le prix du présent marché.

- Garantie d'éviction :

o Les Titulaires garantissent détenir les droits de propriété intellectuelle rattachés aux œuvres créées pour répondre aux besoins du présent marché. Ils garantissent Inria de toutes les prétentions que les tiers pourraient faire valoir en raison de l'utilisation par Inria de ces droits conformément au présent marché.

- Droit Moral : Inria s'engage à respecter le droit moral des auteurs.

Protection des originaux :

Les Titulaires sont responsables des documents qui leur sont confiés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou ses délégués, commanditaires des prestations objet du présent marché.

Tous les documents détruits, ou détériorés seront à refaire à la charge des Titulaires.

Aucun document ne peut être détenu indûment par les Titulaires, Inria ou ses délégués, commanditaires des prestations, se réservant un droit de contrôle.

A la fin de l'exécution de chaque opération, les Titulaires s'engagent à restituer, à sa charge, dans les meilleurs délais, les originaux et les documents (fichiers haute définition sous forme de support numérique) ayant servi à la réalisation des prestations.

ARTICLE 15. GARANTIE

Le titulaire du marché garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature, y compris droit à l'image des personnes et des biens relatifs aux résultats qui sont cédés aux termes du marché. Le titulaire du marché garantit :

- Qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des demandes de titres et des titres qu'il cède ;
- Qu'il soit titulaire ou détient les droits concédés sur les connaissances antérieures ;
- Qu'il n'a concédé sur les résultats, les titres et les demandes de titres, aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d'un tiers ;
- Qu'il n'existe aucun litige, en cours ou imminent, et qu'il n'a été informé d'aucun litige susceptible d'être intenté concernant les droits objet de la cession ;
- Qu'il indemnise le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, de toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché conforme aux dispositions de l'article – « Propriété intellectuelle » du CCAP aurait porté atteinte. Si le pouvoir adjudicateur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme ou toute autre action, sans faute de sa part, du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché conforme aux dispositions de l'article – « Propriété intellectuelle » du CCAP, il en informe sans délai le titulaire du marché qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;
- Qu'il s'engage, dans ces hypothèses, à apporter au pouvoir adjudicateur toute l'assistance nécessaire à ses frais ;
- Qu'il s'engage, à son choix, soit (i) à modifier ou à remplacer les éléments objet du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, soit (ii) à faire en sorte que le pouvoir adjudicateur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, soit (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au pouvoir adjudicateur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi. Dans ces hypothèses, le Titulaire du marché prendra à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur serait, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, condamné à raison d'un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme, ou acte d'une autre nature du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du Titulaire du marché conforme aux dispositions de l'article –« Propriété intellectuelle » du CCAP, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

La responsabilité du Titulaire du marché ne sera pas engagée pour toute allégation concernant :

- Les connaissances antérieures que le pouvoir adjudicateur a fournies au titulaire du marché pour l'exécution du marché ;
- Les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse du pouvoir adjudicateur ;
- Les modifications ou adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par le pouvoir adjudicateur ou à sa demande expresse.

ARTICLE 16. MARCHES SIMILAIRES

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, Inria pourra passer un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable pour les marchés publics de services ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées aux Titulaires du marché public précédent passé après mise en concurrence.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du marché public initial.

16.1. CLAUSE DE REEXAMEN

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le représentant du Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent marché dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché ;
- En cas de modification du périmètre du marché dans le cadre de rajout ou de suppression de prestations ;
- En cas de circonstances économiques exceptionnelles et imprévues affectant l'approvisionnement du fournisseur et la bonne exécution des prestations.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative d'Inria ou sur demande des Titulaires du marché par voie d'avenant. La demande devra parvenir au représentant du Pouvoir Adjudicateur et à l'acheteur en charge du dossier.

16.2. MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION

Le présent accord-cadre ne pourra être modifiés que par voie d'avenant signé par les Parties dans les conditions prévues à l'article R. 2194-1 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 17. GROUPEMENT ET SOUS-TRAITANCE

17.1. GROUPEMENT

Conformément aux articles L2193-1 à L2193-3 du code de la commande publique, quelle que soit la forme du groupement, le mandataire désigné dans l'offre comme représentant de l'ensemble des membres est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour les obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

17.2. SOUS-TRAITANCE

Conformément aux articles L2193-1 à L2191-3 du code de la commande publique, les Titulaires peuvent sous-traiter certaines parties de l'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents à condition d'avoir obtenu de la part d'Inria l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Les Titulaires établissent leurs demandes de sous-traitance conformément à l'article L2193-7 du code de la commande publique.

Le sous-traitant direct du Titulaire qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement par Inria pour la part du marché dont il assure l'exécution dès lors que le montant du contrat de sous-traitance est supérieur ou égal à 600 (six-cents) euros. Toute renonciation au paiement direct est réputée non écrite.

En cas de demande d'agrément d'un sous-traitant, le silence gardé par Inria pendant 21 (vingt- et un) jours à compter de la demande vaut agrément dudit sous-traitant. Toutefois, ce délai est suspendu en cas de demande faite par Inria de transmission de documents manquants. Le délai est suspendu à compter de la demande formulée par Inria et reprend à réception des documents manquants.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement expose le Titulaire à la résiliation du marché à ses torts exclusifs conformément à l'article 25 du présent CCAP.

ARTICLE 18. GARANTIES FINANCIERES

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée.

ARTICLE 19. ASSURANCE

Les Titulaires s'engagent à souscrire auprès d'une ou plusieurs compagnies notoirement solvables toutes assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante avec en particulier une garantie responsabilité civile couvrant notamment le risque d'intoxication alimentaire la responsabilité qu'il peut encourir soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous ses ordres, à l'occasion de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés.

Au moment de la remise des offres, le candidat devra présenter les principales caractéristiques de l'assurance souscrite, notamment en présentant les garanties et montants des couvertures.

A la date de prise d'effet du marché, les Titulaires doivent fournir les polices souscrites. Elles devront comporter une clause de renonciation à recours contre Inria.

Les Titulaires s'engagent à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande d'Inria, par la présentation des polices et des quittances correspondantes dans un délai de quinze jours. Inria sera informé par les Titulaires de chaque réactualisation opérée par la compagnie d'assurance.

ARTICLE 20. DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE TITULAIRE

Un certain nombre de documents devront être remis à la personne responsable du marché avant tout commencement d'exécution des prestations. Ils sont listés ci-après :

- Liste nominative des travailleurs : 15 (quinze) jours à compter de la date de notification du marché et tenue à jour mensuellement ;
- Liste des produits : 10 (dix) jours avant l'utilisation sur site ;
- Certificat d'applicateur : 30 (trente) jours à compter de la date de notification du marché et renouvellement chaque année à la date anniversaire. En cas de modification, dans les 10 (dix) jours suivant la date de prise d'effet de la modification ;

Les Titulaires sont également tenus de produire tous les 6 mois et jusqu'à la fin du marché, les pièces, à jour, prévues aux articles L.8222-1 du code du travail (pour les entreprises domiciliées en France), à savoir :

- Un justificatif d'immatriculation, prérempli sur la plateforme, qu'il suffit de valider en ligne,
- Une attestation de déclarations et de paiement délivrée par votre organisme social (exemple : l'attestation de vigilance électronique disponible en temps réel sur le site de l'URSSAF www.urssaf.com)
- La liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail.

A défaut, Inria mettra en demeure les Titulaires de bien vouloir respecter cette obligation dans un délai de 10 (dix) jours calendaires à compter de ladite mise en demeure. Si cette dernière reste sans effet, le marché pourra être résilié aux torts des Titulaires.

ARTICLE 21. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les Titulaires sont autorisés à traiter pour le compte d'Inria, pour la durée du présent accord-cadre, les données à caractère personnel nécessaires pour réaliser la création des kits de communication (supports graphiques et vidéos) pour le volet de formation du PTCC.

Les Titulaires s'engagent à respecter la réglementation à vigueur à savoir :

Du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE [règlement général sur la protection des données] (ci-après le « RGPD ») et de toutes recommandations émises par le Comité européen de la protection des données en application du RGPD.

21.1. DONNEES TRAITEES

Les données à caractère personnel, concernant la réalisation des kits de communication sont :

- Les données d'identification :
 - o Nom, prénom des agents Inria ;
 - o Leur adresse de messagerie électronique ;
 - o Numéro de téléphone ;
 - o Leur affectation ;
 - o Leur statut.
- Les opérations réalisées sur les données sont les suivantes :
 - o La conservation ;
 - o La consultation ;
 - o L'utilisation ;
 - o L'effacement ou la destruction.
- Les finalités du traitement des données sont :
 - o La prise de contact et les échanges entre Inria et le Titulaire ;
 - o Le contact des attributaires pour la remise en concurrence dans le cadre des marchés subséquents ;
 - o La réalisation d'un ensemble de travaux d'études et de recherches dans le cadre de la feuille de route du LaborIA ;
 - o La transmission des productions réalisées dans le cadre des marchés subséquents.

- Les obligations du Titulaire relative à la protection des données à caractère personnel sont détaillées dans l'annexe 1 au présent CCAP (Annexe 1 – RGPD).

ARTICLE 22. RESILIATION DU MARCHÉ

Il est fait application des articles 36 à 43 du CCAG-PI. Toutefois par dérogation à ces articles, la résiliation se fera sans mise en demeure préalable.

L'accord-cadre pourra également être résilié, de plein droit, par l'une ou l'autre des parties du fait de la survenance de l'un des événements suivants :

- Sans mise en demeure préalable, en cas de force majeure, non remédiée dans un délai d'un (1) mois à compter de la survenance de l'événement, lequel devra avoir été notifié par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- Sans mise en demeure préalable, sous réserve des dispositions impératives applicables, en cas de redressement ou de liquidation judiciaire, lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire est prononcé, la résiliation étant effective à compter de la date d'effet du jugement. L'ouverture d'une procédure de règlement ou de liquidation judiciaire entraîne l'obligation d'en avertir sans délai l'autre partie, et de la tenir informée des suites données ;
- Sans mise en demeure préalable dans les cas suivants :
 - Non-respect des procédures de contrôle ;
 - Insuffisance grave ou insuffisances répétées dans la quantité ou la qualité des prestations de contrôle et des livrables attendus ;

La résiliation prendra effet quinze (15) jours après sa notification.

- Avec mise en demeure préalable en cas d'absence de communication transparente et efficace avec les organismes contrôlés et/ou Inria. La résiliation prendra effet 15 jours après la mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé réception si celle-ci n'est pas suivie d'effet même partiellement.
- En cas de manquement par l'une des parties dans l'exécution de tout autre obligation contractuelle, 15 jours après mise en demeure d'exécutée adressée par lettre recommandée avec accusé de réception.
- En cas de manquement ne pouvant faire l'objet de régularisation ou de manquements répétés par l'une des parties dans l'exécution de ses obligations, la résiliation intervenant alors sans mise en demeure 15 jours après envoi de la notification de résiliation par lettre recommandée avec accusé de réception.

Inria se réserve la possibilité de résilier le présent accord-cadre, sans faute du Titulaire, en cas de survenance de contraintes propres à Inria. Dans cette hypothèse, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation correspondant à un pourcentage de 5%, appliqué au montant initial hors taxe de l'accord-cadre, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises. Le Titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre, laquelle sera admise avec un préavis de trois mois.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG/PI le pouvoir adjudicateur pourra mettre fin au marché pour motif d'intérêt général sans que le Titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité et à tout moment par décision de résiliation notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception

En application de l'article 27 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire.

ARTICLE 23. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur pourra procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation, soit en cas de résiliation du marché et/ou des marchés subséquents prononcée aux torts du Titulaire dans les conditions décrites à l'article 27 du CCAG-PI.

Dans ce cas, la résiliation n'entraînera pas le versement d'indemnité au prestataire.

ARTICLE 24. LANGUE ET DEVISE

Les correspondances, documents, rapports et autres relatifs à l'accord-cadre et ses marchés subséquents sont rédigés en français.

La monnaie de compte est l'euro.

ARTICLE 25. CONCILIATION ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

❖ Litiges et attributions de compétence

Il est formellement spécifié que, en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourront survenir entre Inria et l'entreprise Titulaire du marché ne pourront être invoquées par l'entreprise Titulaire comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer. L'inexécution par le Titulaire de ses obligations contractuelles entraînera de plein droit la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Avant toute action en justice, les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les contestations qui pourraient surgir quant à l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre et de ses marchés subséquents.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Tout litige persistant sera ainsi porté devant le Tribunal Administratif de Versailles.

Tribunal Administratif de Versailles
56, avenue de Saint Cloud
78011 Versailles
Accueil : 01 39 20 54 00
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

ARTICLE 26. DEROGATIONS AU CCAG-PI

Article du CCAP	Article du CCAG/PI auquel il est dérogé
4.1	4.1
13	14.1.3

ARTICLE 27. ANNEXES

Le CCAP comprend les annexes listées ci-dessous :

- L'annexe 1 relative à la protection des données personnelles (RGPD)
- L'annexe 2 – Engagement de confidentialité